

LA NOTE ÉCONOMIQUE MENSUELLE

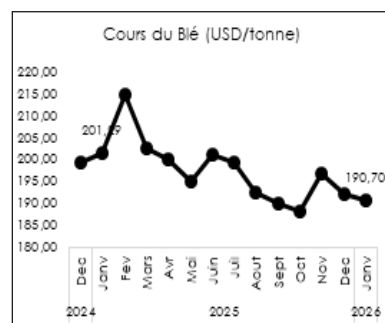
N° 006 JANVIER 2026

By  GECAM

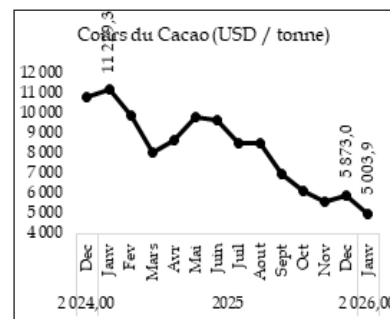
1. COURS DES PRINCIPALES MATIÈRES PREMIÈRES

Le démarrage de l'exercice 2026 est marqué par des ajustements structurels sur les marchés mondiaux. L'analyse des cours de janvier 2026, comparée aux tendances de la fin d'année 2025, révèle une volatilité contrastée selon les filières, imposant au secteur privé camerounais une vigilance accrue sur les structures de coûts et les revenus d'exportation.

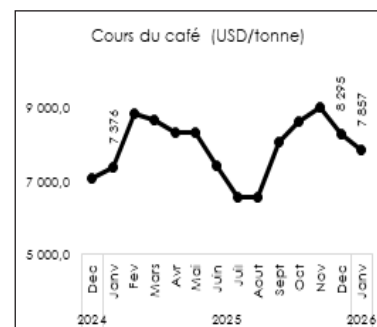
Blé. Le cours du blé se stabilise autour de 195 \$ la tonne, soutenu par l'abondance des récoltes en Europe de l'Est et une reconstitution satisfaisante des stocks mondiaux. Cette détente constitue une opportunité majeure pour l'industrie meunière camerounaise et contribue à l'atténuation des tensions inflationnistes sur les produits de grande consommation. Cependant, cet avantage sur le prix de la matière première pourrait être partiellement érodé par la volatilité du fret maritime et des primes d'assurance. Les importateurs locaux doivent rester vigilants face aux perturbations potentielles des corridors logistiques. Une stratégie d'approvisionnement diversifiée et une gestion fine des stocks de sécurité demeurent les remparts nécessaires contre d'éventuels chocs d'offre imprévus.



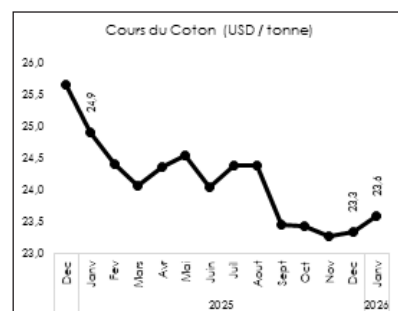
Cacao. Le marché du cacao amorce l'année 2026 par une phase de consolidation de la tendance baissière après le pic observé en 2024 pour s'établir à 4 200 \$ la tonne, résultantes de l'amélioration de l'offre en Afrique de l'Ouest. Pour l'exportateur camerounais, cette détente réduit l'effet d'aubaine spéculative et appelle à une gestion rigoureuse des contrats à terme. La prime de qualité reste un levier de compétitivité essentiel. Malgré l'amélioration des perspectives de récolte, l'incertitude climatique commande une prudence opérationnelle. L'enjeu pour le secteur privé reste l'amélioration de la qualité, tout en intégrant les nouvelles exigences de traçabilité imposées par les régulateurs internationaux sur les marchés cibles.



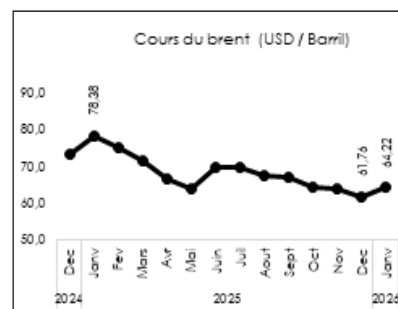
Café. Les cours du café, portés par le Robusta, sont en baisse en janvier mais demeurent à un niveau relativement élevé au regard de la tendance depuis 2024. La faiblesse structurelle de la production au Vietnam et au Brésil continue de soutenir les prix mondiaux. Pour le Cameroun, cette conjoncture offre un potentiel de valorisation exceptionnel pour les producteurs. Toutefois, la faiblesse des volumes locaux limite la captation de cette richesse. Une accélération des programmes de rajeunissement des vergers paraît nécessaire. Il s'agit de transformer cette dynamique de prix élevés en un levier d'investissement pour accroître la productivité et la compétitivité de la filière caféière camerounaise sur le long terme..



Coton. Le cours du coton en janvier 2026 stagne autour de la moyenne de 23 \$/t, depuis septembre 2025. Le niveau est largement en deçà des cours observés en janvier 2025. La stagnation observée, reflète une demande mondiale de textile toujours en berne. Pour la filière cotonnière camerounaise, cette absence de rebond limite les capacités d'autofinancement des investissements agricoles. L'accélération de l'intégration locale de la fibre demeure une nécessité stratégique. Face à un marché mondial dont les prix ne couvrent plus qu'à peine les coûts de production, seule la transformation domestique permettra de créer une valeur ajoutée résiliente et déconnectée de ces cycles baissiers.



Pétrole. L'observation du cours du pétrole Brent est marquée par une légère remontée en rythme mensuel, passant de 61,7 à 64,2 \$ le baril. Cette tendance est soutenue par les tensions géopolitiques, qui ont induit une « prime de risque » élevée, ainsi que la demande hivernale. La demande hivernale : Une vague de froid intense dans l'hémisphère Nord a stimulé la demande de fioul domestique et de gaz naturel, par ricochet.



2. ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE SOUS-RÉGIONALE

L'environnement macroéconomique de l'Afrique Centrale en ce début d'année 2026 est marqué par une recherche de stabilité monétaire et une volonté de diversification des sources de financement. Les entreprises doivent naviguer entre des conditions de crédit restrictives et de nouvelles opportunités d'intégration régionale.

Recommandations de la Session du Comité de Politique Monétaire de la BEAC (CPM) de décembre 2025 : Entre maîtrise de l'inflation et impératifs de croissance

Le choix du statu quo sur les principaux taux directeurs. Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC, réuni en décembre 2025, a opté pour le maintien du statu quo sur ses taux directeurs en l'occurrence le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) à 5,00 % et le Taux de la facilité de prêt marginal à 6,75 %.

Les Etats incités à maintenir les efforts pour lutter contre l'inflation ... La BEAC maintient sa posture de vigilance au seuil de 2026. L'inflation communautaire s'oriente vers une stabilisation

relative autour de 3,5 %, se rapprochant progressivement du critère de convergence de 3 %. Cette décélération accompagne une prévision de croissance régionale projetée à 3,8 %, principalement portée par le dynamisme des activités non-pétrolières. Les recommandations du régulateur ont porté sur une surveillance stricte des mécanismes de transmission de la politique monétaire vers l'économie réelle. La Banque Centrale a exhorté les États membres à poursuivre leurs efforts de consolidation budgétaire afin de soutenir les mesures de lutte contre l'inflation, tout en appelant à un renforcement de la résilience du système bancaire face à la montée des créances douteuses.

Réduire l'asymétrie d'information sur le marché bancaire : Lancement du premier Bureau d'information sur le Crédit de la CEMAC.

L'entreprise Credit Info Central Africa (CICA) S.A a officiellement lancé, ce 20 janvier 2026 ce qui sera le premier Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la zone CEMAC. La mise en place de projet va constituer une réponse à la nécessité de disposer de centrales d'informations financières fiables susceptibles de réduire l'asymétrie d'informations entre détenteurs et demandeurs de capitaux, l'un des freins identifiés au financement du secteur privé dans la Sous-région CEMAC, notamment des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que des ménages.

Résultat d'une démarche volontaire et collaborative entre BEAC et SFI, la mise en place des BIC est donc perçue comme un instrument clé de l'amélioration de l'inclusion financière des entreprises de la CEMAC. Afin de concrétiser le démarrage de ses activités et en cohérence avec le cadre réglementaire prescrit par la BEAC pour les BIC, la CICA va, dès le mois de février signer des accords-cadres avec les institutions financières de la place.

Reconfiguration du marché financier sous-régional et attrait pour la dette privée.

Le marché financier régional amorce janvier 2026 sous le signe d'un rééquilibrage. Après la saturation du segment souverain en 2025, la BVMAC enregistre un regain d'intérêt pour les titres de créances privés. Les investisseurs institutionnels, en quête de diversification, scrutent désormais les opportunités offertes par les grandes entreprises camerounaises. Agence Ecofin souligne que la rareté des nouvelles émissions étatiques en ce début d'année libère des poches de liquidités pour le secteur corporate.

Dynamisme du commerce guidé de la ZLECAf au sein de la CEMAC

La mise en œuvre de la ZLECAf s'intensifie avec une montée en puissance de l'Initiative de Commerce Guidé (ICG) en ce début d'année. En janvier 2026, plusieurs entreprises industrielles camerounaises, notamment dans les secteurs de la peinture et de l'agro-alimentaire transformé, ont réalisé leurs premiers flux d'exportation significatifs vers le Congo et le Gabon. Ce mouvement témoigne d'une meilleure appropriation des certificats d'origine par les opérateurs nationaux. Toutefois, la pérennité de cette dynamique repose sur la levée effective des barrières non-tarifaires aux frontières terrestres.

3. FAITS ÉCONOMIQUES MAJEURS AU NIVEAU NATIONAL

PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES GLOBALES

L'entrée dans l'exercice 2026 est marquée par la mise en œuvre des nouvelles orientations budgétaires. Le secteur privé camerounais doit s'adapter à un cadre fiscal en mutation tout en surveillant les opportunités liées à l'investissement public.

Moteurs et projections de la croissance économique pour l'exercice 2026.

Les projections macroéconomiques pour 2026 tablent sur une croissance du PIB réel

d'environ 4,5 %. Cette dynamique devrait être portée par la résilience de l'agro-industrie et le dynamisme du secteur des services. Selon l'Institut National de la Statistique (INS), la consolidation de l'activité non-pétrolière reste le principal moteur de cette performance attendue. Pour les chefs d'entreprises, ces perspectives positives doivent être interprétées avec prudence, car elles restent conditionnées par la stabilité des approvisionnements énergétiques et la maîtrise des coûts de production. L'anticipation d'une demande intérieure solide suggère des opportunités

de croissance, à condition que le climat des affaires continue de s'améliorer.

Dynamique de l'inflation nationale

La dynamique de l'inflation au Cameroun amorce une phase de décélération relative après les tensions de 2025. L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) montre un ralentissement, bien que le niveau global reste au-dessus de la norme communautaire. Pour le secteur privé, cette tendance à l'atténuation est favorable à la préservation du pouvoir d'achat des ménages, et donc de la demande. Cependant, la persistance de l'inflation importée sur certains intrants critiques demeure un risque pour les marges industrielles. Une vigilance accrue est recommandée sur la structure des coûts, alors que les ajustements tarifaires potentiels sur l'énergie pourraient exercer une nouvelle pression sur les prix de vente dès le premier trimestre.

Perception du risque souverain de la dette publique et impact bancaire

L'état de la dette publique au 1er janvier 2026 reste un indicateur clé pour la notation souveraine du Cameroun. La gestion active de la dette par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) vise à maintenir la viabilité à long terme, malgré un service de la dette exigeant. Cette situation influence directement la perception du risque pays par les institutions financières internationales et locales. Pour le secteur privé, la solvabilité de l'État est un déterminant majeur des conditions de prêt bancaire. Une perception stabilisée du risque souverain favorise la confiance des banques et peut limiter l'effet d'éviction du crédit au secteur privé. Le suivi rigoureux des engagements du Cameroun vis-à-vis de ses partenaires multilatéraux demeure donc essentiel pour la stabilité de l'écosystème financier national.

Finances Publiques

Loi des finances 2026 :

Alerte sur la solvabilité de l'État et entrée en « zone rouge » budgétaire. La promulgation de

la Loi de Finances 2026 cristallise les craintes d'une impasse de trésorerie souveraine. Le Cameroun entre en « zone rouge » budgétaire, marquée par un déclin structurel des recettes pétrolières (-12,2% entre 2025 et 2026) et un besoin de financement record de 3 104 milliards de FCFA. L'épuisement des marges fiscales, aggravé par un stock d'impayés (RAP) de 485 milliards, fait peser un risque d'éviction majeur sur le crédit au secteur privé. Pour les chefs d'entreprises, cette précarité publique exige une vigilance accrue sur les délais de paiement et une réévaluation du risque de contrepartie étatique dans leurs plans de trésorerie.

Priorités sectorielles et exécution budgétaire dans la LF 2026

L'enveloppe consacrée à l'investissement public en 2026 confirme la priorité donnée aux projets de la Stratégie Nationale de Développement (SND30). Les grands chantiers d'infrastructures routières et énergétiques captent une part prépondérante du budget, offrant des perspectives de commande publique pour les entreprises du BTP et des services connexes. Toutefois, l'efficacité de cette dépense repose sur la célérité des procédures de passation et la résolution de la problématique des Restes à Payer (RAP). Une meilleure programmation financière demeure nécessaire pour garantir que les investissements publics servent de véritable levier de croissance pour le secteur privé local, évitant ainsi les tensions de trésorerie liées aux retards de paiement de l'État.

Financement de l'économie : La prépondérance des actifs financiers sur l'outil productif

Une analyse récente de l'Institut National de la Statistique (INS) met en évidence une mutation structurelle des bilans des entreprises camerounaises. En 2024, on observe une réorientation marquée des flux d'investissement vers les actifs financiers (placements à terme, titres publics) au détriment de l'acquisition d'équipements

productifs (FBCF matérielle). Ce phénomène de « financiarisation » traduit une stratégie de couverture face à l'incertitude du climat des affaires et à l'attrait des rendements sécurisés sur le marché monétaire. Pour le GECAM, cette érosion de l'investissement matériel menace directement la productivité à long terme et la capacité du tissu industriel à porter les objectifs de transformation structurelle de la SND30.

Numérique et Télécommunications : Connectivité et Gouvernance

Densification de la fibre optique et connectivité haut débit. Le secteur numérique enregistre en janvier 2026 une accélération du déploiement de la fibre optique par CAMTEL, ciblant prioritairement les zones d'activités économiques secondaires. Cette extension est capitale pour la dématérialisation des procédures et le développement du commerce électronique. Les entreprises du secteur privé sont encouragées à exploiter ces nouvelles capacités pour optimiser leurs systèmes d'information et renforcer leur agilité opérationnelle.

Nouvelles exigences de l'ART sur la qualité de service. Simultanément, l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) a publié de nouvelles directives de qualité de service. Ces exigences renforcent la protection des entreprises face aux interruptions de connectivité et imposent aux

opérateurs une plus grande transparence sur les débits effectifs. Ce renforcement du cadre réglementaire est accueilli favorablement par le patronat, la stabilité numérique étant désormais un intrant de production aussi critique que l'énergie.

Finance et Accompagnement Stratégique

Dynamisme du Crédit-Bail pour la modernisation industrielle. Le secteur financier affiche en janvier 2026 un regain d'intérêt pour le crédit-bail (leasing). Plusieurs établissements de crédit ont lancé des lignes dédiées au renouvellement des équipements productifs pour les PME. Ce mécanisme, moins exigeant en garanties réelles, offre une alternative concrète au crédit classique pour la modernisation des outils de production, répondant ainsi à une attente forte du patronat.

Digital Banking et gestion de trésorerie en temps réel. L'écosystème bancaire poursuit sa transformation avec le déploiement de plateformes de Digital Banking hautement intégrées. Ces outils permettent désormais aux trésoriers d'entreprises de piloter leurs flux financiers nationaux et transfrontaliers en temps réel. Cette digitalisation des services tertiaires réduit les coûts de transaction et améliore la visibilité financière, un atout majeur dans un contexte de liquidité monétaire restreinte.

ACTUALITE SECTORIELLE

Énergie :

Mise en service du barrage de Nachtigal. Le secteur énergétique franchit un cap décisif en ce début d'année 2026 avec la mise en service complète du barrage de Nachtigal. Cette infrastructure de 420 MW, pilotée par la NHPC, permet une injection massive d'énergie propre dans le Réseau Interconnecté Sud (RIS). Cette avancée en l'absence d'une infrastructure opérante de transport de l'énergie vers les zones de concentration industrielle limite la contribution attendue de cet investissement au processus d'industrialisation de notre économie.

Partenariat Sunna Design et éclairage public intelligent. En marge des grands chantiers de production, le segment de l'efficacité énergétique enregistre l'arrivée de solutions innovantes via le partenariat avec Sunna Design. Le déploiement de solutions d'éclairage public solaire autonome dans plusieurs zones industrielles et communes urbaines marque une volonté de réduire la pression sur le réseau conventionnel. Ce modèle de « Lighting as a Service » permet aux entreprises de sécuriser leurs périmètres d'exploitation à moindre coût opérationnel, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition énergétique durable.

Le poids critique de la facture énergétique. La balance commerciale du Cameroun subit une pression exacerbée par le coût des importations de produits raffinés. La facture des carburants a atteint près de 600 millions USD au cours du seul premier semestre 2025. Ce volume financier colossal grève lourdement les réserves de change et alimente le déficit structurel des échanges extérieurs. Cette dépendance souligne l'urgence d'une relance effective des capacités de raffinage nationales et d'une accélération de la transition énergétique. Le maintien d'un tel niveau d'importations, dans un contexte de volatilité des cours mondiaux, fragilise l'équilibre macroéconomique et réduit les marges de manœuvre budgétaires nécessaires au soutien de l'investissement productif.

Un investissement de 520 millions USD d'ici 2027 pour la réhabilitation de la SONARA.

La stratégie de sécurisation énergétique nationale franchit une étape charnière avec l'annonce du plan de réhabilitation de la SONARA, estimé à environ 520 millions USD (soit plus de 312 milliards FCFA). Cet investissement d'envergure vise à restaurer intégralement les capacités de raffinage d'ici 2027, après le sinistre de 2019. Pour le secteur privé, cette perspective est porteuse d'une stabilisation durable des prix à la pompe et d'une réduction de l'asymétrie de change évoquée précédemment. Le GECAM voit dans cette relance industrielle un moteur pour l'aval pétrolier national, capable de redonner de l'oxygène à la balance commerciale et de sécuriser les chaînes d'approvisionnement des entreprises consommatrices de produits pétroliers finis.

Agro-industrie

Expansion et Facilitation Foncière

Nouvelles facilités d'installation sur les sites de la MAGZI. Dans l'optique de soutenir la politique d'import-substitution, la MAGZI introduit de nouvelles facilités d'installation sur ses sites industriels. Ces mesures incluent des simplifications administratives pour l'accès au foncier aménagé et des incitations tarifaires pour les projets agro-industriels structurants. Cette initiative offre aux investisseurs locaux des opportunités sécurisées pour le déploiement d'unités de transformation, renforçant ainsi l'ancrage territorial du tissu industriel.

Amélioration de l'offre en huile de palme : de nouveaux Investissements de CAMVERT à Campo.

Le complexe agro-industriel de CAMVERT à Campo connaît une accélération significative de ses investissements en ce début d'exercice. L'extension des plantations et la finalisation des infrastructures de transformation primaire visent à répondre durablement au déficit national en huile de palme brute. Cet investissement, estimé à plus de 250 milliards FCFA, est stratégique pour la sécurisation de l'approvisionnement des savonneries et des raffineries locales, réduisant ainsi l'exposition aux fluctuations des prix mondiaux des corps gras.

Valorisation du café Robusta sur les marchés internationaux.

Contrairement à la stagnation de certaines cultures de rente, le Café Robusta camerounais bénéficie en janvier 2026 d'une dynamique de prix favorable. Porté par des déficits d'offre en Asie du Sud-Est, le Robusta national capte des primes de qualité accrues sur les places boursières. Les exportateurs sont encouragés à privilégier la certification et la traçabilité, conditions indispensables pour pérenniser ces gains, pénétrer certains marchés suffisamment rémunérateurs et améliorer les revenus des producteurs dans les bassins de l'Est et du Littoral.

Transport et Logistique : Fluidité et Mobilité Urbaine

Allongement majeur des délais passage au PAD, les chargeurs paient le prix de l'absence de consensus sur les modalités de scanning des marchandises. Le mois de janvier 2026 aura été marqué au niveau de la place portuaire de Douala, principal point de flux des marchandises au Cameroun, par une série de rebondissement concernant le scanning des marchandises, étapes majeures du processus de dédouanement ou d'exportation des marchandises. Cette situation qui demeure à l'issue incertaine malgré les instructions formulées par le PM et les séances de travail entre les acteurs impliqués laissent présager des risques de perturbation de l'approvisionnement national avec les conséquences en termes de spéculation et de remontée de l'inflation.

Lancement des travaux du Bus Rapid Transit (BRT) de Douala. L'urbanisme et la logistique de la métropole économique entrent dans une phase active avec le lancement des travaux lourds du BRT de Douala, soutenu par la Banque Mondiale. Ce projet structurant vise à transformer radicalement la mobilité urbaine sur les axes les plus congestionnés. Pour les entreprises, l'amélioration de la fluidité des transports est un levier de productivité majeur pour leur capital humain et permet une optimisation de la logistique urbaine.

Services de conseil et conformité aux standards ZLECAf. Le secteur du conseil enregistre une demande croissante pour l'accompagnement à l'exportation sous le régime de la ZLECAf. En ce début d'année, de nouvelles structures d'expertise aident les entreprises camerounaises à maîtriser les règles d'origine et les procédures douanières simplifiées. Ce dynamisme des services

spécialisés est le signe d'une préparation accrue du secteur privé à la conquête des marchés continentaux.

Opportunités d'affaires autour de l'or d'Aracari. Le secteur extractif s'anime en ce début d'année avec les perspectives prometteuses offertes par le gisement d'or d'Aracari. Cette opportunité charrie un potentiel d'affaires significatif pour les entreprises locales, de la logistique aux services spécialisés de maintenance minière. La structuration de cette filière aurifère est un levier de diversification essentiel pour l'économie nationale. L'enjeu est de favoriser l'émergence d'une chaîne de valeur locale robuste autour de l'or, nécessitant des investissements technologiques et un cadre réglementaire stable pour transformer cette ressource brute en moteur de développement industriel pour les régions minières.

Investissement massif du fonds émirati Aracari Resource Group. Le secteur minier camerounais bénéficie d'une impulsion historique avec l'annonce, par le fonds émirati Aracari Resource Group, d'un plan d'investissement d'envergure de 795 millions USD (environ 480 milliards FCFA) sur les dix prochaines années. Ce projet stratégique, focalisé sur l'exploitation aurifère dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, prévoit non seulement l'industrialisation de l'extraction minière mais aussi le développement d'infrastructures sociales d'envergure (santé, éducation). Cette injection massive de capitaux étrangers est un signal fort d'attractivité. Elle ouvre des perspectives de sous-traitance majeures pour les entreprises locales dans le génie civil, la logistique et les services spécialisés, tout en exigeant une application stricte des politiques de contenu local pour maximiser les retombées économiques.

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ART	Agence de Régulation des Télécommunications
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BIC	Bureau d'Information sur le Crédit
BRT	Bus Rapid Transit (Système de bus à haut niveau de service)
BVMAC	Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CICA	Crédit Info Central Africa
CPM	Comité de Politique Monétaire
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
GECAM	Groupement des Entreprises du Cameroun
ICG	Initiative de Commerce Guidé (ZLECAf)
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de la Statistique
MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
MW	Mégawatt
NEM	Note Économique Mensuelle
NHPC	Nachtigal Hydro Power Company
PAD	Port Autonome de Douala
PIEAC	Projet d'Interconnexion des Réseaux Électriques Cameroun-Tchad
PME	Petites et Moyennes Entreprises
RAP	Restes à Payer
RIS	Réseau Interconnecté Sud
SGS	Société Générale de Surveillance
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
SONARA	Société Nationale de Raffinage
TIAO	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
USD	United States Dollar (Dollar Américain)
ZLECAf	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine